



europatch

Le magazine du Mouvement européen Suisse | N° 2/2021



Entretien avec Ruth Dreifuss, première présidente de la Confédération

**« Soit le Conseil fédéral rouvre la porte
claquée le 26 mai, soit un large débat
s'ouvre sur une adhésion à l'EEE. »**

Page 6

SOMMAIRE

LES VALEURS EUROPÉENNES

- 3 L'UE: une union de valeurs
- 4 Les valeurs à la base de l'UE
- 5 Liberté, égalité – et le climat ?

ENTRETIEN

- 6 Entretien avec Ruth Dreifuss

LIVRES

- 9 Une boussole stratégique

ACTIVITES DU MOUVEMENT

- 10 Le fossé Suisse-UE se creuse

SECTIONS

- 11 La politique de l'autruche n'est pas une option

INTERNATIONAL

- 12 Congrès 2021 de l'UEF

YOUNG EUROPEAN SWISS

- 13 Pour une Europe capable d'agir dans le monde

JOURNEE EUROPEENNE

- 14 Journée européenne du 27 novembre : parlons de notre avenir européen !
- 15 Programme de la Journée européenne

Nos valeurs : européennes

Chère lectrice, cher lecteur,

L'Union européenne (UE) est malheureusement bien trop souvent dépeinte comme une communauté purement économique. La réalité est tout autre : l'UE est avant tout une communauté de valeurs. L'objectif initial de l'Union et des organisations qui l'ont précédée était d'assurer une paix durable en Europe. Ainsi, les premières communautés européennes, telles que la Communauté du charbon et de l'acier (CECA), n'ont pas été fondées uniquement pour faire avancer le progrès économique. L'intégra-

En tant que petit pays, ouvert et situé au cœur de l'Europe, la Suisse est étroitement liée à ses voisins tant aux niveaux économique, politique, culturel que social. Par ailleurs, en tant que membre du Conseil de l'Europe, la Suisse contribue à la promotion des droits humains, de la démocratie et de l'Etat de droit. Nous, Suissesses et Suisses, ne devons pas à apprendre à être européennes, il nous faut simplement réaliser que nous l'avons toujours été.



© Le Parlement suisse

Roland Fischer

Vice-président du Mouvement européen Suisse

tion européenne a toujours eu pour objectif premier de garantir la paix en Europe.

Aujourd'hui, l'UE se définit par des valeurs telles que la liberté, la démocratie, l'égalité, l'Etat de droit et le respect des droits humains. Elle aspire à une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité des sexes. Ces valeurs communes aux Etats membres et aux institutions européennes sont d'une grande importance et contribuent au développement d'une même identité européenne.

La Suisse aussi s'engage depuis des années en faveur de la paix, des droits humains et de la démocratie libérale. Mais pas uniquement: elle contribue aussi à la promotion de l'Etat de droit, de la solidarité et de la protection des minorités, tant sur son territoire qu'au-delà de ses frontières. En d'autres termes, les valeurs européennes sont donc des valeurs suisses et vice-versa.

Ainsi, il nous faut de toute urgence renforcer notre sentiment d'appartenance à l'Europe. Et le premier pas dans cette direction doit venir de Suisse. Les enjeux sont grands, pas uniquement pour notre pays en tant que pôle économique et centre de recherche, mais aussi en raison de l'importance de notre attachement à cette communauté avec laquelle nous partageons tant. C'est avec nos voisins européens que nous serons en mesure de préserver ces valeurs et faire en sorte que les prochaines générations puissent elles aussi en profiter.

Alors que le Conseil fédéral et le Parlement ne savent comment avancer, pour nous, Européen-nes, la direction est claire: nous nous engageons pour garantir à la Suisse un avenir européen, nous nous engageons pour la préservation et le développement des valeurs européennes qui sont les nôtres. ★

L'UE : une union de valeurs

par **Alain Dauvergne**, conseiller à l'Institut Jacques Delors

L'Union européenne (UE) n'a pas de précédent dans l'Histoire. Certes, elle est la première puissance commerciale du monde. C'est une force économique considérable, mais il existe d'autres géants économiques, les Etats-Unis et la Chine. Et, dans le passé, les marchands de Venise ou ceux de la Ligue hanséatique ont également été des forces marchandes dominantes. Ce n'est donc pas ce qui caractérise l'Union. Ce qui fait son caractère unique, son rayonnement, c'est la volonté exprimée par vingt-sept États de s'unir en toute liberté pour former ensemble un espace de paix, de démocratie, de justice, d'égalité entre hommes et femmes, de respect de l'Etat de droit et des droits humains. Telles sont, avec d'autres, les valeurs qui constituent le socle de l'Union.

Aucun Etat ne peut adhérer à l'Union s'il ne s'engage pas solennellement à les respecter. Et ce en toute connaissance de cause puisque, lors de l'adhésion, les textes des traités sont signés par les responsables des Etats et ratifiés par les parlements – voire par les peuples en cas de référendums.

Non seulement les signataires s'engagent à respecter les valeurs, mais elles et ils s'engagent aussi (articles 3 et 49 du traité de Lisbonne) à en faire la promotion. Car l'Union veut, en la matière, jouer un rôle de missionnaire. Elle entend faire progresser le plus possible son modèle démocratique dans le monde. Non qu'elle soit, heureusement, la seule terre de liberté, la seule démocratie libérale, la seule dépositaire des droits humains, la seule entité à prôner l'indépendance de la justice... Mais elle est la seule à faire de l'ensemble de ces valeurs et de leur mise en pratique une impérieuse obligation et le ciment d'une étroite union interétatique.

Au fil des décennies, au rythme des élargissements successifs, la démocratie libérale commune a gagné l'essentiel de l'Europe et son modèle a inspiré, à des degrés divers, la formation de groupements régionaux sur d'autres continents. Mais, pour servir durablement de modèle ou d'inspiratrice, il lui faut présenter le visage de la

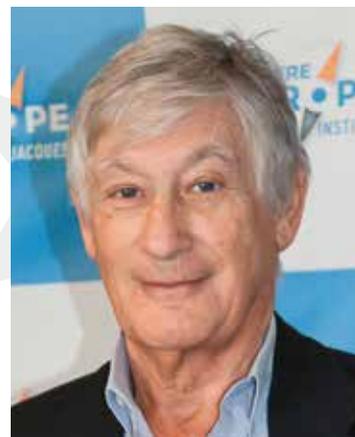
réussite. Or, si la prospérité économique de l'Union ne manque pas de susciter l'intérêt de ses partenaires et d'en faire un eldorado aux yeux des populations pauvres du monde entier, le modèle démocratique qu'elle propose semble souffrir d'une baisse de son pouvoir d'attraction.

Des Etats – essentiellement la Hongrie et la Pologne – ont pris la responsabilité de défigurer le visage démocratique de l'Union (la Pologne allant même jusqu'à refuser désormais la supériorité juridique du droit tel que le dit la Cour européenne de Justice). Non seulement ils piétinent les règles qu'ils avaient acceptées, mais ils affaiblissent l'UE et donnent des armes à ses adversaires.

Comment s'étonner que ce comportement soit dans tous les esprits et incite à la méfiance quand d'autres pays européens – les six Etats des Balkans occidentaux réunis le 6 octobre dernier en Slovénie avec les responsables des Vingt-sept – frappent à la porte de l'Union en jurant de respecter et de faire valoir les valeurs européennes communes ?

Le traité de Lisbonne a introduit dans les textes le droit de se retirer de l'Union (article 50), novation dont les Britanniques ont usé pour aboutir au Brexit – un départ longuement et douloureusement négocié. Mais il n'existe pas, dans le droit communautaire, de clause permettant l'exclusion d'un Etat membre. Un pays lourdement fautif peut être sanctionné – y compris, désormais, financièrement. Mais pour qu'il soit mis hors-jeu, c'est-à-dire privé de son droit de vote (comme le prévoit l'article 7 du traité), il faut l'unanimité de ses vingt-six partenaires. Or, non seulement cela ne va jamais de soi, mais Budapest et Varsovie étant solidaires, c'est dans l'état actuel des choses tout à fait impossible.

Si ces Etats ne sont pas rapidement ramenés au respect des valeurs communes, se profilera le risque d'une érosion progressive du ciment communautaire et, au-delà, d'un délitement de l'Union. De quoi s'inquiéter. ★



© Institut Jacques Delors

ALAIN DAUVERGNE est conseiller au sein de l'Institut Jacques Delors, think tank fondé par l'ancien président de la Commission européenne après son départ de Bruxelles. Alain Dauvergne a été rédacteur en chef adjoint du magazine d'actualités hebdomadaire *Le Point*, responsable de l'Europe depuis l'élection du Parlement de Strasbourg au suffrage universel. Il a été chargé par Jacques Delors de suivre, pour l'Institut qui porte son nom, les travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe (février 2002 – juillet 2003). Il en a résulté en 2004 un ouvrage relatant cet exceptionnel moment politique (« L'Europe en otage ? », par Alain Dauvergne, éd. Saint-Simon, 367 pages, préface de Jacques Delors).



Les valeurs à la base de l'UE

par **Sophie in 't Veld**, députée européenne

L'Union européenne (UE) est une communauté de valeurs. Si ces valeurs ne sont pas respectées, alors, par définition, les traités – base de l'UE – ne le sont pas non plus. Et si ces derniers ne sont pas respectés, alors les fondations de l'UE vacillent.



© Sophie in 't Veld

SOPHIE IN 'T VELD est une députée néerlandaise membre du Parlement européen. Elle y a été élue pour la première fois en 2004 en tant que tête de liste du parti social libéral D66, réélue depuis à chaque élection européenne, dont la plus récente en 2019. Sophie in 't Veld défend des causes qui touchent à la démocratie, à l'Etat de droit et aux droits fondamentaux. Elle a ainsi dénoncé avec véhémence les gouvernements qui bafouent les droits des LGBTQI ou qui restreignent la liberté d'enseignement et de la presse. En outre, en tant que membre de la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, elle a lancé ou parrainé plusieurs initiatives visant à développer une boîte à outils européenne au service de la protection de l'Etat de droit, que ce soit un rapport annuel sur les droits fondamentaux ou le mécanisme relatif à la conditionnalité de l'Etat de droit.

Les menaces qui pèsent sur les valeurs européennes – telles que le respect de la démocratie, de l'Etat et des droits humains – sont des menaces pour l'Union dans son ensemble. La triste vérité est que cette double menace n'est pas une simple hypothèse. L'ordre juridique de l'UE est en train de s'éroder et est, dans certains cas, même ouvertement attaqué. Récemment, nous avons vu un tribunal polonais, hautement politisé, rétrograder les décisions de la Cour de justice de l'Union européenne à un rang inférieur aux décisions des tribunaux nationaux polonais. Cette attitude est tout à fait contraire à l'essence même de l'appartenance à l'UE, qui implique la primauté du droit communautaire. Or, cette primauté a un sens : elle garantit l'unité de l'Union. Mais pourquoi le régime polonais estime-t-il nécessaire de reléguer les décisions des tribunaux européens ? Certainement parce qu'il se sent menacé par les condamnations par l'UE de ses attaques des valeurs européennes. Désormais, le régime polonais a ouvertement sapé l'ordre juridique européen afin de servir son projet politique national. La boucle est dès lors bouclée : l'attaque contre les valeurs européennes et l'attaque contre l'UE dans son ensemble ont fusionné. Une situation que certains avaient prédite dès le début. La Pologne a fait ce qu'aucun autre Etat membre n'avait osé auparavant : défier ouvertement le droit communautaire, au-delà de la désobéissance passive. L'aspect le plus effrayant de cette affaire n'est cependant pas l'attaque contre les valeurs de l'UE, ni la décision sans précédent de contester les compétences de la plus haute juridiction de l'UE. Le plus effrayant est que l'on ne sait pas si ce comportement aura des conséquences.

En effet, la Pologne, la Hongrie et plusieurs autres Etats membres ont adopté un comportement contraire aux valeurs de l'UE. Aucun d'entre eux n'a cependant à ce jour subi de conséquences graves. La majorité des gouvernements des Etats membres ont décidé de laisser ces dérives contestataires se poursuivre, s'envenimer et même se répandre. En n'intervenant pas face à de telles provocations, les gouvernements s'en rendent complices. Qui plus est, la Commission européenne se retrouve les mains liées alors qu'elle-même est la gardienne suprême des traités susmentionnés. En effet, avec une présidente sélectionnée par ses soins et vingt-six commissaires portant plus ouvertement que jamais leur drapeau national, le Conseil européen exerce un contrôle inquiétant sur la Commission. Cette dernière est ainsi devenue un organe de facilitation qui a renoncé dans une large mesure à ses tâches disciplinaires.

Pourquoi les Etats membres permettraient-ils une telle menace ? Qu'ont-ils à y gagner ? Cui bono ? Pour cela, il faut regarder au-delà des gouvernements qui se rebellent contre une « Bruxelles » autoritaire. En effet, d'autres dirigeant-es, soi-disant sensé-es, ont aussi délibérément choisi de saper le bon fonctionnement de l'ordre juridique européen. Qu'il s'agisse de la désobéissance aux ordonnances des tribunaux européens, de la mauvaise application du droit européen, du sous-financement et du manque de personnel pour l'application du droit européen, rares sont les Etats membres qui ne sont pas peu ou prou coupables. Si continuer semble apparemment être la voie la plus confortable à court terme, punir soudainement un ou plusieurs Etats membres briserait indiscutablement la paix et le calme dont ils jouissent. Ces gouvernements connaissent parfaitement le risque à long terme de cette voie-là, mais comme le dit le dicton : « Après nous, le déluge. » ★

Liberté, égalité – et le climat ?

par **Michael Bloss**, député européen

Le deuxième article du traité de Lisbonne mentionne les valeurs auxquelles l'Union européenne (UE) souscrit – deux d'entre elles sont la liberté et l'égalité. Mais ces valeurs sont menacées par la crise climatique. Nous devons dès lors réagir et prendre nos responsabilités afin de préserver les valeurs européennes et garantir un avenir aux générations futures.

Nous, parlementaires européen·nes, avons réagi. En effet, nous avons déclaré le 28 novembre 2019 l'urgence climatique – un acte symbolique, mais aussi un signal clair. Nous reconnaissons que le monde est en détresse et que la liberté des générations futures ainsi que l'égalité au niveau mondial sont massivement réduites. La Commission européenne et le Conseil européen ne peuvent plus se défilier : tous deux doivent agir, d'autant plus qu'en tant qu'UE, nous avons une responsabilité historique et globale envers le monde et nos semblables.

Le temps presse

Lorsqu'en 1882, à Londres, la première centrale au charbon du monde a été mise en service, personne n'aurait pu imaginer quelles en seraient les conséquences pour le climat. Des décennies plus tard, personne n'aurait pu prévoir non plus que l'UE serait le troisième émetteur de CO₂ au monde. Encore moins que, selon une étude d'Oxfam, les 10% de la population mondiale les plus riches produiraient environ 50% des émissions mondiales et seraient ainsi responsables d'un changement climatique aux conséquences écologiques et économiques catastrophiques.

Oui, lorsque nous parlons de justice climatique, nous devons nous plonger dans les livres d'histoire. En effet, il s'avère que les Etats de l'hémisphère nord ont été et sont l'un des principaux moteurs de la crise climatique qui touche particulièrement les populations du Sud, bien qu'elles y contri-

buent relativement peu. Et cela a des conséquences fatales. La Banque mondiale estime ainsi que plus de 140 millions de migrant·es internes seront touché·es par la crise climatique d'ici 2050. Le Groupe d'expert·es intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) nous a rappelé en août dernier que, jusqu'à présent, tous les scénarios catastrophes de réchauffement de la planète se réalisent. La crise climatique progresse plus vite et plus violemment que prévu.

En d'autres termes, si nous n'agissons pas maintenant, les vagues de chaleur, les sécheresses, les inondations et autres phénomènes extrêmes deviendront plus fréquents et plus graves. Dans le pire des cas, ils provoqueront des déplacements de population. Un exemple : Madagascar a été frappé cette année par la sécheresse la plus extrême depuis quarante ans, alimentée par le réchauffement climatique. 400 000 personnes risquent de mourir de faim. Le prix à payer de la crise climatique est d'ores et déjà trop élevé – les pays les plus pauvres ne sont plus en mesure de l'assumer. Ce n'est ni juste ni responsable.

Permettre l'égalité, préserver la liberté

La crise climatique entraîne des conséquences écologiques que nous ne pouvons plus maîtriser et des coûts énormes en termes économiques. Leur répartition de façon égalitaire de par le monde est ainsi rendue presque impossible. Par ailleurs, nous restreignons la liberté des générations futures, comme l'ont récemment reconnu plusieurs tribunaux. L'inaction en matière de protection du climat menace ainsi notre liberté et celle des générations futures. Il est clair : la politique climatique européenne ne doit pas se faire aux dépens des personnes vulnérables, ni chez nous, ni dans les pays du Sud. Nous devons réfléchir ensemble à des solutions – que ce soit la taxe carbone ou les transferts de technologie – pour permettre une politique climatique juste et équitable. Agissons ! Il en va de la préservation des valeurs européennes. ★



© Michael Bloss

MICHAEL BLOSS est un député européen allemand siégeant sous la bannière des Vert·es/ALE depuis 2019. Il est membre de la Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie et membre suppléant de la Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire. Il s'est engagé très tôt en faveur de la protection du climat et s'est lancé en politique notamment pour cette raison. Il a été membre de Greenpeace Youth et de la Jeunesse verte en Allemagne. En tant que porte-parole de la Fédération des Jeunes Vert·es européen·nes, il a participé aux conférences sur le climat à Paris, Varsovie et Copenhague. Après ses études en relations internationales et en mondialisation et développement, il a d'abord travaillé comme consultant pour le Groupe des Nations Unies pour le développement durable et comme collaborateur pour Ska Keller, députée européenne allemande. Aujourd'hui, il s'engage en faveur d'une protection du climat forte et est responsable, au sein du Parlement européen, du système communautaire d'échange de quotas d'émission de CO₂.



« Les valeurs partagées par la Suisse et l'UE doivent conduire à des actions communes. »

Alors que nous fêtons les 50 ans du droit de vote des femmes en Suisse, Ruth Dreifuss, ancienne conseillère fédérale et première présidente de la Confédération, s'est entretenue avec nous de l'Europe et de ses valeurs. Elle nous livre ici ses réflexions sur les liens existentiels entre la Suisse et les pays européens comme sur les plus grands défis de l'Union européenne et de la Suisse, tant en ce qui concerne leurs valeurs que l'avenir de leurs relations.



© KEYSTONE/Salvatore Di Nolfi

Pionnière en tous genres, Ruth Dreifuss a su marquer les esprits tout au long de son parcours. Socialiste, féministe, militante, syndicaliste, travailleuse sociale, conseillère fédérale et première Présidente de la Confédération, c'est son souci pour les petites choses et son intérêt pour le vivre ensemble qui la caractérise au mieux. Sous la coupole fédérale, elle a continué à œuvrer pour l'égalité des femmes avec la révision de l'AVS comme pour l'obtention d'un congé maternité. Son engagement ne se limite toutefois pas qu'aux frontières helvétiques. En témoignent ses réformes audacieuses dans le domaine de la consommation de stupéfiants qui lui ont valu une reconnaissance internationale.

2021 est une année particulière, nous fêtons non seulement les cinquante ans du droit de vote des femmes en Suisse, mais aussi l'acceptation en votation populaire du mariage civil pour toutes et tous. Que vous évoquent ces événements dans un contexte européen ?

La version positive, c'est que la lenteur des décisions est le prix à payer pour la démocratie semi-directe. La version critique, c'est qu'une idéologie « souverainiste » considère la Suisse comme un « Sonderfall », un cas à part, et que ce qui vaut pour les autres ne vaut souvent pour nous que lorsque nous subissons les conséquences négatives de notre retard.

À la base du projet européen, nous trouvons le respect de la dignité humaine, les droits humains, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'Etat de droit et le respect des minorités. Qu'évoquent ces principes et valeurs pour vous ?

Des valeurs doivent toujours être jugées par rapport à leur mise en œuvre, à la volonté de les réaliser concrètement. Il est nécessaire de les inscrire dans nos constitutions, plus encore de les transcrire dans des lois et d'appliquer celles-ci. Il y a toujours, hélas, en Suisse comme dans l'Union européenne (UE), des contradictions à surmonter entre les principes et la réalité.

Ces valeurs « européennes » sont aujourd'hui mises sous pression, voire remises en question, y compris au sein de l'UE. Quel regard

portez-vous sur les institutions européennes et leur capacité à les défendre ?

Les institutions européennes ressemblent passablement à celles de la Suisse d'avant 1848, lorsque qu'elle était encore une Confédération d'Etats et non un Etat fédéral. C'est dire qu'elles ont peu de compétences propres et doivent respecter les souverainetés nationales, étant entendu que c'est bien par un acte souverain que les Etats ont adhéré à l'Union et ont accepté ses règles. La coopération au sein de l'Union a beaucoup progressé au cours des dernières années. En s'appuyant notamment sur les arrêts de la Cour de justice de l'UE, elle intervient aujourd'hui pour faire respecter les droits humains et l'Etat de droit, l'indépendance de la justice et des médias. Elle accorde une place grandissante à la citoyenneté européenne, d'une part par le renforcement du rôle du Parlement élu, d'autre part à travers l'initiative citoyenne qui oblige celui-ci à débattre de propositions de la société civile. Par ailleurs, la pandémie de coronavirus a montré qu'elle était capable de coordonner les efforts de ses membres en vue de la juguler et de soutenir largement les économies qui en pâtissent.

Les récentes avancées de l'UE en matière de politiques sociales, de défense des droits des consommatrices et consommateurs ou encore de protection du climat sont souvent méconnues en Suisse. A quoi cela tient-il ?



Simonetta Sommaruga, conseillère fédérale, Germaine Zenhausern (fille de la première femme à avoir voté) et Ruth Dreifuss le 5 juin 2021 à Unterbaech (VS) lors de la célébration des 50 ans du droit de vote des femmes par le Parti socialiste.

C'est peut-être bien l'ignorance de notre propre histoire qui nous amène à sous-estimer nos liens existentiels avec les pays européens. Par ailleurs, l'information sur les progrès accomplis ailleurs est insuffisante. Si les Suissesses et les Suisses dans leur majorité se montrent indifférent-es à l'endroit des décisions prises par l'UE, d'autres, en particulier l'Union démocratique du centre (UDC), l'accusent de tous les maux depuis plus de trente ans et créent un climat de méfiance, de rejet même de tout ce qui vient de Bruxelles.

Tournons notre regard vers l'avenir: quelle importance a l'UE pour vous en tant que communauté de valeurs, que ce soit pour la Suisse, pour le continent européen ou pour le monde ?

L'histoire de l'Europe est une histoire d'affrontement, de violence, de destruction. L'UE s'est construite sur les ruines et les abominations de la Seconde Guerre mondiale ; elle est un projet de paix, d'Etat de droit et de respect des droits humains ; son exemple et sa contribution dans un monde troublé ne peuvent être sous-estimés. Nos cultures sont européennes, notre population est européenne pour une bonne part, nos liens avec l'UE sont étroits. Cette solidarité de fait appelle au développement d'une collaboration avec l'UE pour résoudre les problèmes qui se posent à l'ensemble

du continent et du monde : le climat, les migrations, les défis éthiques auxquels nous confrontent les développements des sciences et des technologies. Etant donné la richesse du continent – même si elle est inégalement répartie – cela implique aussi une solidarité, de la Suisse comme de l'UE, de la Suisse en collaboration avec l'UE, avec les pays moins bien lotis. Les valeurs partagées doivent conduire à des actions communes.

A votre avis, quels sont les plus grands défis que les Etats européens, Suisse comprise, devront relever ensemble dans les années à venir ?

Il s'agit de renforcer les démocraties et l'Etat de droit. Tous deux sont aujourd'hui soumis à la pression des régimes qui se vantent d'être illibéraux, des partis et groupements extrémistes qui n'hésitent pas à recourir à la violence et à l'intimidation, des populistes dont le discours vise à délégitimer les institutions démocratiques. Seule la démocratie permet de créer l'adhésion aux politiques aptes à faire face à ces défis.

Comment ces défis ont-ils évolué depuis que vous avez quitté le Conseil fédéral et quelles répercussions cette évolution a-t-elle sur notre manière d'y répondre ?

J'ai l'impression que les clivages politiques, sociaux et économiques ont aug-

“

« Des valeurs doivent toujours être jugées par rapport à leur mise en œuvre, à la volonté de les réaliser concrètement. »



© KEYSTONE

Ruth Dreifuss après son élection à la présidence de la Confédération – une première pour une femme – le 9 décembre 1998 à Berne. A ses côtés : Christiane Brunner, alors conseillère aux Etats PS/GE.

“

« De cette solidarité de fait doit se développer une collaboration avec l'UE pour résoudre les problèmes qui se posent à l'ensemble du continent et du monde. »

menté au cours des vingt dernières années et que le consensus sur des questions fondamentales est devenu plus difficile à construire. Que les débats tendent à devenir de plus en plus souvent des affrontements. Dans bien des domaines de grande importance pour l'avenir, les assurances sociales, l'environnement et le climat, des réformes raisonnables ont été rejetées. Il est plus difficile que par le passé de dépasser des blocages concernant ces domaines, y compris celui de nos relations avec l'UE.

Que voudriez-vous dire à nos lectrices et lecteurs qui, avec l'échec des négociations sur l'accord institutionnel, s'inquiètent pour notre avenir européen ?

Je partage leur inquiétude quant à l'avenir de nos relations avec l'UE, pour lesquelles je crains une lente érosion si la Suisse ne parvient pas rapidement à proposer une sortie de crise. Comme il est illusoire, à moyen terme, de postuler l'adhésion à

l'UE, je ne vois donc que deux possibilités : soit le Conseil fédéral rouvre la porte brutalement claquée le 26 mai 2021 avec des propositions raisonnables et en assume les résultats auprès de la population ; soit un large débat s'ouvre sur la possibilité de remettre sur le tapis l'adhésion à l'Espace économique européen. Avec la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein, la Suisse serait en bonne compagnie. Trente ans après le scrutin négatif en la matière, bien de l'eau a coulé sous les ponts. Un des charmes de la démocratie, c'est qu'elle permet de reconsidérer, après un certain temps, les décisions prises. Si tel n'était pas le cas, nous n'aurions ni AVS, ni suffrage féminin, ni congé maternité, pour ne citer que trois exemples... et nous ne serions pas membre de l'Organisation des Nations Unies. ★

Une boussole stratégique

par **Rudolf Wyder**, vice-président de l'Association suisse de politique étrangère

Toute personne intéressée par la politique étrangère aura du mal à l'éviter: «Eine Aussenpolitik für die Schweiz im 21. Jahrhundert», dont l'édition en langue française «Une politique étrangère pour la Suisse au XXI^e siècle» suivra sous peu, vient d'être publié. L'ouvrage, commandé par l'Association suisse de politique étrangère (SGA-ASPE), s'inscrit dans la ligne droite du «Handbook of Swiss Foreign Policy» publié en 1975, dont la dernière édition remonte à 1992. Les bouleversements politiques qui ont eu lieu depuis et l'évolution des besoins d'utilisation ont rendu nécessaire une révision complète.

Ce qu'il faut aujourd'hui, ce n'est ni une vue d'ensemble trop détaillée ni une photographie du moment présent. Le trio éditorial composé de Thomas Bernauer, Katja Gentinetta et Joëlle Kuntz nous présente ainsi un aperçu concis qui devrait servir de boussole stratégique aux actrices et acteurs de la politique étrangère. En effet, il manque bien trop souvent, dans le débat politique, une vue d'ensemble: contextualisation géostratégique, évaluation réaliste des marges de manœuvre et options, connexion entre les différents domaines politiques.

Pour une politique étrangère active et courageuse

Ce volume rassemble les contributions de dix-neuf autrices et auteurs qui passent en revue les changements survenus au cours des dernières décennies et couvrent de manière exhaustive le spectre des questions actuelles et des défis à venir. Le résultat ne consiste pas en un manifeste ou un programme politique, mais en une aide à l'orientation.

L'ouvrage couvre tant la question des buts, des objectifs et des actrices et acteurs de la politique étrangère que les dimensions globale et européen-régionale. Aucun domaine d'action n'est laissé de côté, qu'il s'agisse du commerce extérieur, de la finance, de l'environnement, de la politique de développement, des migrations, de l'aide humanitaire, de la consolidation de la paix ou encore de la sécurité.

La coopération, comme l'écrit Christa Markwalder, présidente de l'ASPE, dans

son avant-propos, est le pilier le plus important d'une politique étrangère suisse active et courageuse: «La Suisse doit continuer à participer activement, en tant que partenaire ouvert au monde, aux traités, conventions et accords conjoints, que ceux-ci soient politiques ou économiques mais aussi sociaux ou culturels, et qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux.»

Façonner l'Europe

Les autrices et auteurs identifient la question non résolue du rapport à l'Europe comme le défi central de la politique étrangère suisse. Le chapitre «La Suisse dans l'Union européenne: enclave, partenaire ou membre?» retrace le chemin de croix de l'accord institutionnel et analyse comment cet accord, et avec lui la voie bilatérale, a abouti à une impasse. Les options pour la Suisse sont également examinées, les opportunités et risques évalués et leurs implications mises en évidence. Les conclusions sont sans équivoque. Ce qui surprendra, c'est que le Conseil fédéral est arrivé à la même conclusion en 1992 déjà: sans codétermination au niveau européen, la Suisse se trouvera toujours plus dans une relation de dépendance vis-à-vis de l'union des Etats européens. Le Conseil fédéral écrivait à l'époque: «La Suisse devrait se joindre au jeu politique européen comme partenaire égal de ses voisins et être ainsi à même de défendre efficacement ses intérêts. Seul l'adhésion à la CE [Communauté européenne, aujourd'hui Union européenne] peut lui ouvrir une telle perspective.» ★



Thomas Bernauer, Katja Gentinetta, Joëlle Kuntz (Hg.)
Eine Aussenpolitik für die Schweiz im 21. Jahrhundert
Im Auftrag der Schweizerischen Gesellschaft für Aussenpolitik
SGA-ASPE, NZZ Libro, Basel, 2021, 272 S.

Ouvrage actuellement disponible uniquement en allemand (l'édition en langue française est en cours d'élaboration)



Katja Gentinetta, philosophe
politique

© Benjamin Hölter



Thomas Bernauer, professeur de
sciences politiques à l'Ecole poly-
technique fédérale de Zurich

© Thomas Bernauer



Joëlle Kuntz, chroniqueuse et
autrice

© Joëlle Kuntz

Rudolf Wyder est vice-président de l'Association suisse de politique étrangère. Il a été de 1977 à 1982 secrétaire général de l'Europa-Union Suisse, prédécesseur du Mouvement européen Suisse actuel.

Le fossé Suisse-Union européenne se creuse

par **Chantal Tauxe**, vice-présidente du Mouvement européen Suisse



© Mouvement européen Suisse

Le Conseil fédéral a choisi le pire moment pour se brouiller avec l'Union européenne (UE). Depuis que celle-ci a décidé, en 2020, de mutualiser ses dettes, elle a entamé une révolution copernicienne et est entrée dans une phase d'expansion, comparable à celles qu'elle a connues lors desancements du marché unique ou de l'euro.

La liste des chantiers ouverts est impressionnante comme en témoigne le discours d'Ursula von der Leyen sur l'état de l'Union en septembre dernier: outre le déploiement du plan de relance à 750 milliards d'euros et le Pacte vert, la présidente de la Commission européenne a évoqué la mise en place d'une solidarité sanitaire plus étroite, de nouvelles impulsions dans la politique industrielle (avec la création d'une filière de production de semi-conducteurs), la régulation des GAFAM (les géants du numérique que sont Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft), un Erasmus pour les jeunes sans formation et sans emploi (le nouveau programme ALMA), le renforcement du socle européen des droits sociaux, une lutte renforcée pour que les entreprises paient des impôts équitables (à la hauteur des avantages que leur prodigue le marché unique), une Europe de la défense, de même qu'une loi sur la liberté des médias.

Autant de thèmes cruciaux qui concernent également la Suisse. Quoi qu'on en pense, le pouvoir régulateur de l'UE finit toujours par déployer ses effets chez nous. Obnubilée par le mauvais feuilleton de l'accord institutionnel, notre classe politique s'est égarée dans des détails de procédure oubliant l'objectif de nos relations bilatérales avec les 27: continuer à profiter des dynamiques européennes pour assurer notre prospérité. Ne sachant plus lui-même pourquoi il avait initié la négociation, le Conseil fédéral

l'a close abruptement, comme un enfant qui jette ses cartes en l'air parce qu'il n'accepte pas les règles du jeu. Et, depuis ce funeste 26 mai, à Berne, le débat s'enlise sur l'opportunité ou les moyens à mettre en œuvre pour renouer avec les Européennes.

Le fossé se creuse ainsi entre une Suisse attentiste, divisée et déboussolée et une Union plus soudée par le Brexit, prête à relever tous les défis que la géopolitique mondiale impose. Dans ce contexte, le Mouvement européen n'a jamais aussi bien porté son nom. Face à une Suisse inerte et rétive à se positionner dans les dynamiques continentales, il lui incombe de faire circuler les idées. D'une part, de donner à voir le travail et les ambitions des Européennes. D'autre part, de désigner des voies praticables d'intégration à l'UE, au-delà d'arguties juridiques dérisoires alors qu'émerge la notion de souveraineté européenne seule capable de protéger les valeurs démocratiques et humanistes qui sont les nôtres des abus de pouvoir des grandes puissances.

Si l'édifice bilatéral construit depuis vingt ans s'effondre peu à peu, il reste trois options à la Confédération pour interagir avec le bloc des 27: être considérée comme un Etat tiers, devenir membre de l'Espace économique européen ou adhérer à l'Union européenne. Notre mouvement va s'engager avec détermination pour que les deux dernières solutions, qui sont aussi les plus substantielles en termes d'avantages économiques et de souveraineté, soient débattues, sans tarder. Les outils de la démocratie directe ont souvent été utilisés par l'UDC pour paralyser la politique européenne. Il est temps de s'en emparer pour faire partager nos convictions. ★

Il est maintenant temps d'aller de l'avant. Le Mouvement européen Suisse planche sur plusieurs idées d'initiatives politiques pour sortir la politique européenne de la Suisse de l'impasse dans laquelle elle se trouve. Votre avis nous intéresse – prenez donc cinq minutes pour répondre à notre questionnaire et aidez-nous à prendre la décision la plus judicieuse en nous faisant part de votre avis. Pour ce faire, il suffit de scanner le code QR et c'est parti! Merci d'avance!



La politique de l'autruche n'est pas une option

par **Sarah Wyss**, présidente de la section bâloise du Mouvement européen Suisse

La décision du Conseil fédéral de mettre fin unilatéralement aux négociations sur l'accord institutionnel avec l'Union européenne (UE) sans plan B a suscité la consternation et l'incompréhension dans la région du Nord-Ouest de la Suisse. D'une part, l'approche peu diplomatique de notre gouvernement, qui a quitté seul la table des négociations, en a étonné plus d'un.e. D'autre part, des questions quant aux prochaines étapes dans les relations avec l'UE se sont immédiatement posées. Les relations transfrontalières avec nos voisins sont devenues si étroites et si importantes – pas seulement dans les régions frontalières – que leur maintien et leur développement sont d'une importance capitale pour notre sécurité et notre prospérité.

La coopération porte ses fruits

La cohabitation dans la région du Nord-Ouest de la Suisse est européenne – elle l'a toujours été. Les travailleuses et travailleurs d'Alsace et du Sud du Bade-Wurtemberg font tout autant partie de la vie quotidienne de la région que la possibilité pour les habitant-es du Nord-Ouest de la Suisse de rejoindre à vélo les espaces de loisirs verts du Rhin, des Vosges ou de la Forêt-Noire. L'importance de cette coopération transfrontalière a été vivement ressentie récemment en raison de la pandémie de Covid-19 : grâce aux spécialistes de la santé des régions environnantes, le bon fonctionnement des services hospitaliers a pu être maintenu, permettant ainsi l'accueil et le traitement de patient-es de la région dans les hôpitaux suisses. Cela ne devrait toutefois pas empêcher notre pays de former davantage de spécialistes à l'avenir, notamment dans le secteur de la santé.

Que se passe-t-il après le non à l'accord institutionnel ?

L'expérience du Nord-Ouest de la Suisse en matière de coopération transfrontalière nous enseigne que la collaboration et les processus de codécision sont toujours pré-

férables à l'isolement. Les nombreuses plateformes politiques et sociales de coopération européenne dans la région bâloise du Dreyeck le prouvent depuis des décennies, contribuant concrètement à une meilleure compréhension ainsi qu'à l'amélioration en matière de formation, de prospérité et de sécurité. Le Nord-Ouest de la Suisse est ainsi un exemple de coopération transfrontalière fructueuse.

De nouvelles impulsions sont dorénavant nécessaires pour les relations entre la Suisse et l'UE. Compte tenu de la situation de paralysie au Conseil fédéral et au niveau des partis, celles-ci doivent également provenir de la société civile et des régions frontalières. Le Mouvement européen et ses sections peuvent jouer un rôle important en indiquant les options et les opportunités de la coopération européenne. Et c'est ce que nous voulons faire. Parce que la réalité quotidienne des habitant-es de notre pays semble être bien plus « européenne » que celle du Conseil fédéral. Ne rien faire et espérer une amélioration miraculeuse issue des prochaines élections fédérales n'est pas une option.

Je suis convaincue que le moment est venu de mener un débat de fond sur les options en matière de politique européenne. Rappelons-nous les origines de l'UE, au sortir de la Seconde Guerre mondiale ; rappelons-nous que nous voulons nous aussi contribuer à façonner l'Europe et rappelons-nous les nombreux avantages d'une relation stable avec l'UE. ★



© Sarah Wyss

Une Europe fédérale souveraine et démocratique

par **Raphaël Bez**, membre du Bureau exécutif de l'UEF et secrétaire général du Mouvement européen Suisse



© Mouvement européen Suisse

L'Union des fédéralistes européens (UEF), dont le Mouvement européen Suisse est la section suisse, a organisé son Congrès biennuel début juillet dernier à Valence, en Espagne. Elections, adoptions de résolutions, débats et discussions: retour en arrière sur ces deux jours.

Enfin ! Après près de deux ans de réunions en ligne, nous nous sommes retrouvés au début du mois de juillet dernier à Valence, en Espagne, pour le Congrès européen biennuel de l'UEF.

Le dernier Congrès avait eu lieu à Vienne, en Autriche, en novembre 2018. A cette occasion, j'ai été élu pour la première fois au Bureau exécutif de l'organisation. Cette présence helvétique au sein de l'instance dirigeante de l'organisation reflète le poids non négligeable de la section suisse: avec les sections allemande, italienne et autrichienne, le Mouvement européen Suisse fait partie des « grands ». D'ailleurs, 2021 marque les 75 ans de l'adoption de la charte fondatrice du mouvement fédéraliste en 1946 à Hertenstein près du Lac de Lucerne. Ainsi, depuis les débuts, des Suissesses et Suisses ont joué un rôle de premier plan dans l'élaboration et la promotion du projet d'une Europe fédérale.

Mais revenons au Congrès de cet été. Un bilan des deux précédentes années a pu y être tiré. Présidée par Sandro Gozi, député européen, membre du groupe Renew Europe, l'UEF a repris un peu de couleurs. Il faut savoir que les années 2019 et 2020 ont été occupées par des défis internes qui ont exigé beaucoup de ressources et abouti notamment à un renouvellement complet du secrétariat central à Bruxelles. L'état des finances s'est quelque peu stabilisé, même s'il reste fragile. Nous pouvons toutefois compter sur une présidence engagée, profilée et bien connectée qui nous permet de

faire entendre la voix des fédéralistes européens au Parlement à Bruxelles et Strasbourg, dans les médias et dans différents réseaux.

Mais au-delà des éléments formels de ce genre de rencontre, le Congrès européen a avant tout été l'occasion de débattre, réfléchir et discuter de notre avenir commun. Ainsi, le député européen et ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt, coprésident du Comité exécutif de la Conférence sur l'avenir de l'Europe et fédéraliste convaincu, a pris part à une table ronde intitulée « Une Europe fédérale – souveraine et démocratique », qui faisait écho à l'appel lancé par l'UEF en mars de cette année (entre-temps signé par Josep Borrell, Haut-représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité).

Tant l'intervention de Verhofstadt que celle de Gozi ont rappelé l'importance du projet européen. Le chemin parcouru depuis la Communauté européenne du charbon et de l'acier des années cinquante a été long et semé d'embûches. Des erreurs ont été commises. Un retour vers le chacun-pour-soi, le nationalisme, une Europe des nations n'est cependant pas une option. Et justement, l'Europe avance – même dans l'adversité. Preuve en est la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Celle-ci ne répond peut-être pas à tous nos souhaits. Son fonctionnement est complexe. Mais elle est là. Pour paraphraser Sandro Gozi: nous avons voulu un vélo, nous l'avons reçu – à nous maintenant de l'enfourcher et de rouler avec. Il nous faut mettre la main à la pâte, entrer dans l'arène. Et c'est ce que l'UEF fait avec Sandro Gozi, le député européen et vice-président de l'UEF Domènec Ruiz Devesa et notre secrétaire générale Anna Echterhoff, tous les trois activement engagés dans le cadre de la Conférence. Plus que jamais, le projet d'une Europe fédérale, souveraine, démocratique, à même de répondre aux grands défis d'aujourd'hui et de demain fait sens ! ★

Voici un bref aperçu de la composition des instances de l'UEF:

Présidence: Sandro Gozi (Italie)
 Vice-présidence: Markus Ferber (Allemagne), Domènec Ruiz Devesa (Espagne) et Luisa Tru-mellini (Italie)
 Bureau exécutif: Raphaël Bez (Suisse), Daniel Gerer (Autriche), Daphne Gogou (Grèce), François Mennerat (France), Eszter Nagy (Hongrie), Sebastiano Putoto (JEF Europe), Giulia Rossolillo (Italie), Laura Tatarellyte (Estonie), Wolfgang G. Wettach (Allemagne), Brigit Wille (Allemagne)
 Trésorier: Dominique Ostyn (Belgique)
 Secrétaire générale: Anna Echterhoff (Allemagne)

Pour plus d'informations sur l'organisation et sur l'appel « Notre Europe fédérale: souveraine et démocratique »: www.federalists.eu

Pour une Europe capable d'agir dans le monde

par **Marc Sinner**, membre sortant du Comité de la young european swiss | yes

La géopolitique actuelle est en pleine mutation. Ainsi, les Etats-Unis orientent de façon conséquente leurs politiques étrangère et de défense vers la Chine, perçue comme concurrente systémique. Le retrait des troupes d'Afghanistan et l'alliance militaire avec l'Australie en sont des éléments constitutifs. Dans le premier cas, l'Union européenne (UE) et ses Etats membres n'ont été que des spectateurs – dans l'autre, ils ont été consciemment mis à l'écart. Voilà l'avant-goût d'une politique mondiale qui s'annonce plus féroce ! L'Europe a donc besoin de toute urgence d'une stratégie commune en matière de politique étrangère et de défense.

Malheureusement, le président français Emmanuel Macron, qui prône depuis longtemps une plus grande action européenne en matière de politique de sécurité, reçoit encore trop peu de soutien de la part de ses collègues du Conseil européen. De nombreux pays européens semblent encore penser que leur propre défense peut être déléguée aux Etats-Unis. Pourtant, l'Europe devra s'occuper seule de sa sécurité dans les années et décennies à venir. Les Etats-Unis n'ont ni la volonté politique ni les ressources pour rester impliqués en Europe et au Moyen-Orient en plus de leur engagement dans la région du Pacifique.

La coopération avec les Etats-Unis dans le cadre de l'OTAN restera cependant importante. Dans de nombreux domaines, l'Europe et les Etats-Unis ont encore des intérêts communs. Toutefois, l'OTAN a besoin de toute urgence d'un deuxième pilier équivalent à celui des Etats-Unis, sous la forme d'une politique européenne de défense commune.

Pour l'Europe, cela signifie des dépenses en matière de défense plus élevées – une nécessité souvent impopulaire auprès des électrices et des électeurs. Il est toutefois préférable que cette hausse se fasse au sein d'une alliance européenne plutôt que de manière unilatérale au niveau national. En effet, grâce à la standardisation, à un vo-

lume de commandes plus important, à une concurrence accrue en matière d'achats et à une spécialisation plus ciblée, le budget investi peut être utilisé de manière bien plus efficace. L'attachement idéologique à la souveraineté nationale a dès lors un coût pour les contribuables !

Ces conclusions s'appliquent également à la Suisse en tant qu'Etat non-membre de l'UE et de l'OTAN. Nous devons nous demander si nous sommes encore aptes à garantir seuls notre propre sécurité ou si une intégration plus forte dans une alliance de sécurité n'est pas la solution. L'adhésion à l'UE serait l'étape la plus importante à cet égard. L'adhésion à l'OTAN en Suisse, un sujet encore plus tabou que l'adhésion à l'UE – devrait également être étudiée. La neutralité en elle-même ne doit pas être un obstacle. Elle n'est finalement qu'un moyen et non une fin en soi.

Si nous, en Europe (Suisse comprise), ne prêtons pas attention aux tendances actuelles, nous risquons de nous retrouver pris entre deux étaux : les Etats-Unis et la Chine. Cela vaut non seulement pour les politiques étrangère et de défense, mais aussi pour nos politiques commerciale et économique. Faire cavalier seul n'est certainement pas une option pour la Suisse. Si nous voulons préserver notre souveraineté, alors décidons ensemble avec nos voisins, à Bruxelles, plutôt que d'être contraints de suivre « volontairement » Washington et Pékin.

Et c'est justement en raison de ce dernier point que je m'engage au sein du Mouvement européen Suisse. Après avoir été actif dans le Comité de la young european swiss | yes pendant les quatre dernières années, j'ai transmis le flambeau lors de l'assemblée générale d'octobre dernier. À l'avenir, je me réjouis de m'impliquer pour la cause européenne au sein du Comité de la section Suisse orientale du mouvement. ★



© Marc Sinner



Deviens membre de la yes !
Retrouve toutes
les informations sur le site
Internet www.y-e-s.ch

Journée européenne du 27 novembre : parlons de notre avenir européen !

par **Raphaël Bez**, secrétaire général, et **Marc-Olivier Reber**, collaborateur du Mouvement européen Suisse



IMPRESSUM

Editeur

Mouvement européen Suisse

Rédaction

Janina Aeberhard, Anja Betschart, Raphaël Bez, Justine Hayoz, Marc-Olivier Reber, Magazine europa.ch, Mouvement européen Suisse, CP 481, 3000 Berne 22, + 41 31 302 35 36, magazin@europa.ch

Auteur-es

Raphaël Bez, Michael Bloss, Alain Dauvergne, Roland Fischer, Sophie in 't Veld, Marc-Olivier Reber, Marc Sinner, Chantal Tauxe, Rudolf Wyder, Sarah Wyss

Traductions et relectures

Janina Aeberhard, Anja Betschart, Raphaël Bez, Justine Hayoz, Toni Koller, Pierre Alain Seiler

Concept

Nicolas Peter

Impression

Stämpfli Communication, staempfli.com

Tirage

2700 all., 1700 fr.

Couverture

KEYSTONE/Urs Flueeler (photo)

Compte postal et IBAN

30-9024-9 | CH14 0900 0000 3000 9024 9. Si vous désirez faire paraître votre annonce publicitaire dans le prochain numéro, merci de vous adresser à magazin@europa.ch.

Six mois après la rupture des négociations sur l'accord institutionnel, nous devons constater avec consternation que le Conseil fédéral n'a toujours pas présenté de perspective stratégique en matière de politique européenne. Alors que la voie bilatérale poursuit son érosion, aucun modèle alternatif de relation avec l'Union européenne (UE) n'est discuté. Les partis politiques sont quant à eux occupés par leur travail d'introspection respectif et, pour la plupart, prisonniers de considérations stratégiques en vue des élections fédérales de 2023.

Or, nous ne pouvons pas et ne voulons pas attendre 2024 pour parler de notre avenir. Sans perdre de temps, il nous faut clarifier dès à présent le rôle et la place de la Suisse en Europe – il en va de notre avenir européen, de celui des jeunes générations !

C'est pour cette raison que le Mouvement européen Suisse a décidé de mettre sur pied une grande « Journée européenne » samedi 27 novembre 2021 à Berne et en ligne. À cette occasion, nous souhaitons ouvrir le débat sur l'avenir de la Suisse en Europe, échanger nos idées, s'écouter mutuellement. Nous voulons aborder les perspectives européennes en matière de souveraineté, de valeurs ou de réponses aux défis que représentent, par exemple, le changement climatique ou la numérisation, en cherchant à nous défaire des œillères qui limitent souvent nos discussions aux relations « bilatérales » entre la Suisse et l'UE.

L'intention de cet événement est aussi de faire écho à la « Conférence sur l'avenir de l'Europe » qui bat actuellement son plein du côté de Bruxelles et Strasbourg. Cette Conférence sur l'avenir de l'Europe offre aux citoyennes et aux citoyens européens une occasion unique de réfléchir et discuter de l'avenir de l'UE – leur avenir commun. Situé-es au cœur de l'Europe, nous ne pouvons faire fi de cette dyna-

mique, ignorer ce processus. Il nous concerne tout autant, car nous sommes européens-nes ! Alors faisons de même.

Nous aurons le plaisir et l'honneur d'accueillir un grand nombre de personnalités suisses et européennes de premier plan, issues de l'économie, des médias, de la culture ou encore du monde académique. Les interventions, les tables rondes et les autres formes d'échange au programme viendront, sans aucun doute, stimuler nos réflexions et discussions.

Naturellement, le public – sur place et en ligne – sera invité à participer activement aux échanges. Nous nous réjouissons de discuter avec vous de ce que nous pouvons faire ensemble pour assurer notre avenir européen. Il nous faut unir nos forces, le temps est à l'action !

Toutes les personnes intéressées sont cordialement invitées à participer à la Journée européenne. Les places sont toutefois limitées. L'entier de l'événement sera cependant diffusé en ligne. ★

Journée européenne

Samedi 27 novembre · 10h00-18h00 · à Berne et en ligne

- 10h00** Einleitung | *Eric Nussbaumer*
10h20 Suisse-UE, allons de l'avant | *Pascal Couchepin*
10h40 Comment parler d'Europe ? | *Stefan Schmid, Richard Werly, Giannis Mavris*
11h40 Teilnahme oder Assoziierung, die Schweiz muss sich entscheiden
MEP Lukas Mandl, Dr. Christian Frommelt, Dr. Charlotte Sieber-Gasser
12h40 Suisse-UE : un avenir commun ? | *Joëlle Kuntz*
13h00 Message vidéo | *MEP Eva Maydell*
13h10 Pourquoi une Conférence sur l'avenir de l'Europe ?
MEP Gwendoline Delbos-Corfield (en ligne)
14h00 Message vidéo | *MEP Sandro Gozi*
14h10 Erosion – wirklich? | *Dr. Peter Grünenfelder*
14h30 Europa, eine Angelegenheit der Kantone?
Jacqueline Fehr, Roland Mayer, Dr. Kathrin Amacker
15h30 Les défis de demain : européens
S.E. Petros Mavromichalis
16h25 Europa wiederentdecken | *Roger de Weck*
16h45 Unsere europäischen Werte - sind sie in Gefahr?
Sabine Radl, Dr. Katja Gentinetta, Roger de Weck
17h45 Conclusion | *Chantal Tauxe*
18h00 Apéritif

participation sur place* :
inscription obligatoire
via www.europe.ch
ou avec le **code QR**

* places limitées - premiers arrivés, premiers servis



Lieu

Eventfabrik, Fabrikstrasse 12, Berne

YouTube

Diffusion sur youtube.com/europch

Restauration

Café/croissant, déjeuner et apéritif compris dans le prix

Prix

CHF 70.-, CHF 30.- (moins de 30 ans) et CHF 120.-

(prix de soutien) : paiement sur place ou en ligne

Inscription

www.europe.ch, code QR ou info@europa.ch

Certificat COVID

Obligatoire pour la participation sur place

Informations

www.europe.ch | info@europa.ch

Réseaux sociaux

#europCHday2021



INSCRIPTION

Un événement soutenu par





Working at Home. Console de travail La Punt et siège pivotant Marva.
Design : Mathias Seiler

Grâce à sa surface de travail rabattable, La Punt est un meuble de travail qui peut aisément s'intégrer dans tous les intérieurs.

Et pour s'y asseoir, Marva – un siège pivotant qui contribue avec ses formes arrondies et douces à créer une atmosphère de bien-être, tout en disposant de toutes les fonctionnalités requises pour une assise ergonomique.

